

CountrySide

European Landowners' Organization

N° 185

JANVIER-FEVRIER 2020 - BIMENSUEL- FR



**Un pacte vert
pour l'Europe : 
comment cela devrait-il être
perçu par les gestionnaires
fonciers ?**

Présentation du Pacte vert pour l'Europe
par Ursula von der LEYEN, Présidente de la CE



Editorial

Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général

Tables des matières

- 3** Un pacte vert pour l'Europe comment cela devrait-il être perçu par les gestionnaires fonciers ?
-
- 6** Le changement doit se faire
-
- 8** La santé des sols, un enjeu central pour une Europe plus verte
-
- 9** Le domaine de Valbelviso remporte le prix Belleuropa
-
- 10** ELO organise la visite du Secrétaire d'Etat américain à l'Agriculture dans une ferme des Bleu-Blanc en Wallonie
-
- 11** Trois questions à Sonny PERDUE, secrétaire d'Etat américain
- « Building Alliances » était la devise du CIC lors de sa participation à la convention « Heritage » du Dallas Safari Club de cette année à Dallas, aux États-Unis.
- Agenda
-
- 12** UNISECO - Centre de connaissances agro-écologiques
- AGFOSY - développer les pratiques agroforestières
-
- 13** Réunion de lancement du projet « Land Mobility »
- Nouveau projet Erasmus+ FARCURA (Favoriser l'inclusion par l'agriculture sociale)
-
- 14** Pourquoi le patrimoine bâti peut aider à sauver le monde
-
- 15** L'agronomie circulaire : des solutions innovantes pour la gestion du carbone et des nutriments

Le pacte vert : une question de moyens !

Ces dernières semaines ont vu la publication de politiques, d'objectifs et de propositions de règlements ambitieux émanant de la nouvelle Commission européenne, ainsi que l'agitation du Parlement européen quant à ses propres priorités. En fin de compte, une bonne partie de ces priorités pèseront sur les épaules des gestionnaires terriens via le « Pacte vert pour l'Europe », la stratégie « De la ferme à la table », et à la finalisation espérée de la Politique Agricole Commune.

Manque malheureusement un effort concerté pour trouver le financement de toutes ces politiques. Compte tenu des négociations difficiles sur le budget de l'Europe, ainsi que de l'absence de sa réforme sous la nouvelle Commission, il ne semble pas que ces ambitions soient sérieusement financées. Bien que la déclaration d'un billion d'euros en faveur de la neutralité climatique ait fait la une des journaux, il semble qu'une grande partie de cette promesse repose sur des engagements existants ou sur l'utilisation de fonds européens relativement modestes. Dans l'état actuel des choses, il n'est pas certain qu'un tel effet de levier puisse être créé, et - si c'est le cas - que les États membres l'acceptent.

Sans un alignement sérieux des objectifs et des moyens financiers, nous sommes fondamentalement préoccupés par le fait que les institutions européennes utiliseront des interdictions plutôt que des incitations financières pour atteindre leurs objectifs - la réglementation, la sanction, voire la paralysie face à des situations nouvelles, après tout, est beaucoup moins chère que l'investissement. Si l'effet recherché est une Europe plus verte, plus neutre sur le plan climatique et plus favorable à la biodiversité, l'UE ferait mieux d'utiliser la carotte plutôt que le bâton.



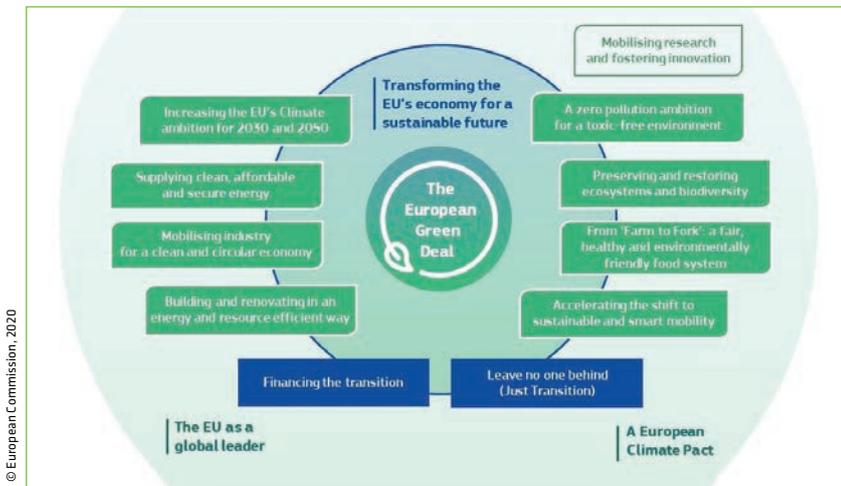
Un pacte vert pour l'Europe¹

comment cela devrait-il être perçu par les gestionnaires fonciers ?

Cette communication de la Commission européenne aux autres institutions européennes a été la première grande déclaration de la nouvelle Commission sous la direction de sa nouvelle présidente Ursula von der LEYEN. C'est un excellent exemple des forces et des faiblesses de l'Union européenne et de ses institutions démocratiques.

Allan BUCKWELL

Une réaction personnelle d'un nouveau (contre mon gré) « outsider » européen.



La communication de la CE sur Un pacte vert pour l'Europe ; graphique 1

Ce document est une force de l'UE car il montre comment son système politique peut, en temps utile, produire une déclaration d'intention politique bien équilibrée et bien argumentée qui réagit aux vives préoccupations de l'opinion publique concernant l'urgence climatique et l'urgence de la biodiversité, qui ont explosé dans le débat public en 2019, et les fait progresser. Le document cherche une nouvelle stratégie de croissance ne comportant pas d'émissions nettes de GES (d'ici 2050) et découplant la croissance de l'utilisation des ressources naturelles. Qui pourrait contester ces objectifs ? Il fait fortement référence à la nécessité d'améliorer l'économie et la société européennes, tant en ce qui concerne l'environnement que la santé et le bien-être. Le document reconnaît que ceci nécessite des politiques de transformation dans de nombreux domaines, dont deux ont un impact particulier sur les campagnes : la nécessité d'une nouvelle stratégie « De la ferme à la table » pour notre système alimentaire, et celle de « préserver et restaurer la biodiversité et les écosystèmes ». Il affirme à juste titre que la meilleure façon de relever ces défis est d'agir de manière coordonnée dans l'ensemble des États membres de l'UE, plutôt qu'au coup par coup par les États membres. Cela donne du poids à la volonté de l'UE de prendre l'initiative de fixer des normes mondiales de durabilité

pour la gestion du climat, de l'environnement et des ressources. Ni les États-Unis ni la Chine ne montrent de signes de volonté ou de capacité pour tenir ce rôle. Il souligne implicitement que les transformations nécessaires - de l'énergie, des transports, des bâtiments, de l'industrie et du système alimentaire - entraîneront des souffrances pour certains groupes de la société. L'euphémisme actuel pour parler de cette difficulté est de parler d'une « transition juste », c'est-à-dire de la nécessité d'aider les secteurs défavorisés ou laissés pour compte à s'adapter. Cela concernera certainement de nombreuses entreprises des zones rurales. Il souligne également avec sagesse que si l'UE prend réellement l'initiative en matière de climat et de restauration de la biodiversité, des ajustements frontaliers appropriés pourraient s'en suivre afin de s'assurer que l'Europe ne se contente pas de se débarrasser des dommages environnementaux et de voir ses secteurs nationaux concurrencés par des importations polluantes - là encore, ceci a une forte résonance sur les intérêts de la production alimentaire.

Un document qui traite de l'ensemble du système économique et de ses effets sur le climat et l'environnement en 23 pages est inévitablement peu détaillé. Cependant, il y a quelques indications primor-

diales sur ce que le nouveau pacte devrait signifier pour les systèmes de gestion des aliments et des terres de l'UE. Celles-ci doivent être concrétisées dans la prochaine série de déclarations politiques de la Commission au printemps prochain, sous forme d'une stratégie alimentaire « De la ferme à la table » et d'une nouvelle stratégie en faveur de la biodiversité, tout en précisant les nouvelles ambitions claires de l'UE en matière de climat zéro en vue de la COP26 de novembre prochain.

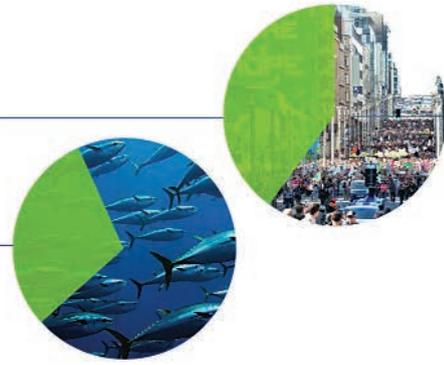
La stratégie « De la ferme à la table » va apparemment définir la manière de parvenir à un système alimentaire durable qui doit bien sûr contribuer à l'objectif climatique « Net Zero 2050 ». Certains éléments indiquent que la réflexion de la Commission tient déjà compte de la suggestion selon laquelle les émissions agricoles de GES ne pourront être ramenées à zéro d'ici 2050 (peut-être jamais ?). Pour contribuer à l'objectif de zéro émission nette de GES, les secteurs de l'agriculture et de l'utilisation des terres (le jargon de ce dernier est LULUCF²) devront agir ensemble sur la consommation alimentaire et pas seulement sur la production en réduisant les émissions agricoles. La consommation européenne de certains aliments et la production de déchets alimentaires doit diminuer afin de libérer des terres agricoles qui peuvent être gérées pour la séquestration du carbone par le biais du boisement, de la production de bioénergie et de la restauration de la tourbe³. Les arguments environnementaux en faveur d'une réduction de la consommation de certains glucides, graisses et protéines ne sont pas seulement liés aux GES, ils concernent également les nutriments, la pollution par l'ammoniac et la dégradation de la biodiversité - mais surtout, la surconsommation de nourriture (au-delà des recommandations alimentaires) est également très préjudiciable à la santé. Ces aspects susciteront bien sûr l'étonnement chez les agriculteurs.

La stratégie « De la ferme à la table » sera largement axée sur la mise en place d'une production agricole durable. Personne n'est susceptible de s'y opposer, le problème est de définir sa signification. Le nouveau pacte vert ne va pas plus loin que la liste

In EU budget 2021-2027

➤ **40%** of the common agricultural policy's budget should contribute to climate action

➤ **30%** of the maritime fisheries fund should contribute to climate objectives



In spring 2020, the Commission will present a **Farm to Fork Strategy** to:



make sure Europeans get affordable and sustainable food



tackle climate change



protect the environment



preserve biodiversity



increase organic farming

Un pacte vert pour l'Europe appelle à l'élaboration d'une stratégie alimentaire durable.

© European Commission, 2020

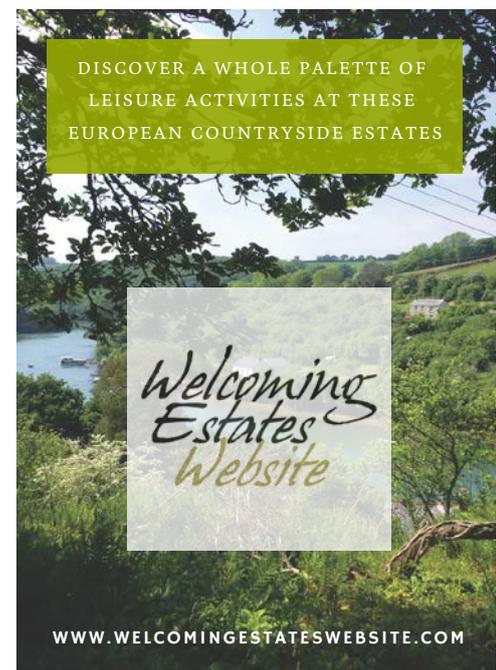
4

des contributions probables des secteurs suivants : agriculture de précision, agriculture biologique, agroécologie, agroforesterie et normes strictes en matière du bien-être animal. Jusqu'ici, tout va bien, mais il n'est pas fait mention des nouvelles innovations en génomique qui pourraient aider à internaliser la résistance au stress climatique et aux maladies et à augmenter la productivité. Il fait explicitement référence à la réduction de l'utilisation et des risques liés aux pesticides, aux engrais et aux antibiotiques chimiques. Bien sûr, on peut faire beaucoup à ce sujet en utilisant l'agriculture de précision, les technologies numériques, les grandes données, la robotique et les techniques de sélection. Tout ceci met en évidence les véritables débats qui nous attendent. Si la lutte contre le changement climatique implique que les terres agricoles de certaines régions d'Europe doivent être converties au piégeage du carbone, cela signifie-t-il que la productivité des terres agricoles restantes doit être augmentée - ou peut-elle et doit-elle être extensifiée ? L'équilibre entre la consommation et la production et entre l'utilisation des terres pour l'agriculture et d'autres usages va manifestement changer. De nombreuses analyses et discussions sont nécessaires pour déterminer l'ampleur du changement et la manière de l'encourager. Il faudra certaine-

ment un nouveau pacte vert, car seuls les agriculteurs et les forestiers peuvent y parvenir et ils doivent rester en activité.

Alors, pourquoi ai-je dit que le nouveau pacte vert montre les forces et les faiblesses de l'UE ? Le point fort c'est que le débat sur les complexités susmentionnées a maintenant été ouvert de manière constructive. La faiblesse concerne notre (en fait votre) bien-aimée Politique Agricole Commune ! Du milieu des années 1990 à 2013, cette politique a semblé évoluer lentement, passant d'une politique de soutien à la production de produits de base à une politique équilibrée de développement rural dans laquelle la rémunération des agriculteurs pour les services environnementaux publics qu'ils fournissent était un élément croissant. Depuis 2013, cette évolution semble s'être arrêtée. La rhétorique de la durabilité est forte, mais les résultats sont faibles, voire inexistantes ! La réforme actuelle tente d'arrêter et d'inverser cette tendance mais par le biais de moyens douteux de transfert de la responsabilité de sa mise en œuvre aux États membres - dont la plupart ne sont pas convaincus de la nécessité de changer. La PAC s'est montrée obstinément résistante aux changements réels. La Commission a-t-elle la volonté politique de prendre du recul par rapport aux propositions de réforme de la PAC pour la

période 2022 à 2027 faites par la Commission précédente avant le Pacte vert ? Le Parlement ou le Conseil encourageront-ils ce nouveau visage ? Le fonctionnement de la PAC pour les sept prochaines années est l'instrument le plus important pour apporter un changement réel et nécessaire au système alimentaire de l'UE. La question de savoir si les institutions et les parties prenantes de l'UE sont en mesure de le faire est le véritable test pour ce système - afin de savoir à quel point il est européen et vert.



1 Communication from the Commission to the European Parliament, the European Council The European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions - the European Green Deal, COM(2019) 640 final, 11 December 2019.

2 Land Use, Land Use Change and Forestry.

3 These are the clear conclusions of the UK Committee on Climate Change, see their recent report on Policies for Agriculture and Land use towards the UK target of Net Zero emissions by 2050. <https://www.theccc.org.uk/2020/01/23/major-shift-in-uk-land-use-needed-to-deliver-net-zero-emissions/>

— THE — UNBEATEN

ABOVE 150 HP AND WITH PRECISION AG TECHNOLOGY,
THERE'S NO WAY AROUND THIS LINE-UP.



Protect, perform and profit – discover the features of our most comprehensive line-up ever: minimised soil compaction¹, a new, bigger cab² with massage seat², guaranteed fuel efficiency³, and remote machine monitoring with Expert Alerts for all models.



JOHN DEERE

NOTHING RUNS LIKE A DEERE

¹ 8RX tractors

² 7R, 8R, 8RT, 8RX tractors

³ 6R, 7R, 8R tractors



Janez POTOČNIK

Le changement doit se faire



Janez POTOČNIK, Président du FFA2020, Président de la Fondation RISE

6

Les deux premières décennies du XXI^{ème} siècle n'ont pas été clémentes pour l'humanité ; de la promesse et de la libération de la fin de la guerre froide aux tremblements de terre qui ont perturbé notre politique et à la montée de la crise climatique, nous semblons être à la croisée des chemins. Soit nous nous engageons dans un programme sérieux de changement réel et visible, soit la révolte populaire mêlée à la montée du niveau des mers nous décrédibiliseront. Pour la première fois depuis des milliers d'années de notre histoire collective, nous avons atteint un point critique où nos échecs ne peuvent plus être résolus ou contenus localement. Si nous permettons à nos échecs de se poursuivre sans contrôle, les premiers touchés seront les plus démunis du monde en développement et des communautés indigènes. Nous commençons à peine à bien comprendre l'interdépendance de nos problèmes sociaux, économiques et environnementaux, et le moment pour nous de changer est venu.

Bien que nous soyons pleinement conscients que nous devons changer, il semble que nous soyons plus désireux de discuter de nos programmes et de rédiger de longs

rapports que nous ne le sommes dans le monde réel. Derrière nous se trouve une décennie perdue, où les politiciens et les entreprises ont raté une occasion cruciale de s'engager sérieusement dans la décarbonisation de l'économie, la mise en place d'une économie circulaire et la réalisation des promesses faites dans l'Accord de Paris sur le climat et les Objectifs de développement durable. Avec chaque année qui passe, l'urgence d'accélérer le rythme du changement devient plus pressante et il devient plus difficile socialement et économiquement de faire les ajustements nécessaires. Chaque nation, du Sud aux gardiens de l'Arctique, devra être impliquée, ce qui ne peut se faire sans des alliances mondiales sérieuses et bien financées. C'est pourquoi nous devrions accélérer considérablement le rythme du changement. Heureusement, nous sommes à l'aube d'un changement de leadership dans le monde ; une nouvelle Commission européenne, un nouveau Conseil et un nouveau Parlement ont commencé leurs travaux, des élections importantes sont en cours ou approchent à grands pas, et l'engagement politique observé dans le monde entier est encourageant. Une hausse de la participation aux élections européennes, des mani-

festations massives de jeunes sur la crise climatique, et la prochaine génération de politiciens à la barre. La question la plus importante qui se pose à eux est de savoir comment ils vont assurer la durabilité, non seulement sur le plan économique, mais aussi social et certainement environnemental. Quels changements apporteront-ils et jusqu'où seront-ils prêts à aller pour parvenir aux solutions radicales dont nous avons maintenant besoin ?

Je reste cependant optimiste. Nous ne sommes pas perdus ; des changements se produisent tout autour de nous - la conservation de la nature elle-même est aujourd'hui bien plus vaste que ce que nous avions imaginé il n'y a pas si longtemps. Nous l'avons vu dépasser le cadre des parcs (nationaux) ou des zones protégées ; plus nous comprenons la biodiversité, plus nous saisissons à quel point sa variété est cruciale. Des ruches sur les toits des centres urbains aux marges des champs sur les terres agricoles, en passant par l'investissement dans la sylviculture durable, nous changeons le visage de la conservation, qui n'est plus distincte de l'humanité, mais qui nous entoure à tout moment. Il existe d'excellents documents bien illustrés sur



la transition nécessaire, qui indiquent non seulement le quoi et le comment, mais aussi que de vastes récompenses attendent ceux qui ont le courage d'agir. Il ne peut pas incomber uniquement aux responsables d'accélérer les changements dont nous avons besoin. En tant que citoyens et consommateurs, nous avons tous un rôle à jouer ; non seulement dans la manière dont nous abordons notre propre régime alimentaire, notre consommation de viande et surtout nos déchets, mais aussi dans ce que nous exigeons de ceux qui les produisent. Un changement systémique peut se produire, mais seulement si nous l'exigeons et si nous joignons littéralement le geste à la parole. Nous sommes de plus en plus nombreux à choisir un régime alimentaire différent et à exiger des normes plus élevées en ce qui concerne la manière dont notre nourriture est produite et le respect du bien-être de la planète et de ses habitants dans ce processus. Nous commençons à exiger que l'on repense le modèle économique du système alimentaire, qui a trop longtemps reposé sur l'imposition de prix toujours plus bas à un groupe limité de producteurs. La gestion des terres, des sols et de l'eau reste et restera bien sûr au cœur des changements systémiques dont nous avons besoin. Ici aussi, nous devons assister à une accélération considérable du rythme du changement. Changement qui doit être délivré par ceux qui en vivent, mais pas sans leur soutien non plus. En ce moment, nous voyons une nouvelle génération d'agriculteurs, de défenseurs de l'environnement, de forestiers et de bien d'autres personnes prendre le relais et reconfigurer la façon dont la nourriture est produite depuis deux ou trois générations. Conscients des conséquences négatives comme la pollution de l'eau et de l'air, la gestion de

l'azote et la co-dépendance de l'agriculture et de la biodiversité, ils prennent leurs responsabilités. Les fermes verticales, les forêts alimentaires, la production alimentaire urbaine, ne sont qu'une petite partie des changements qui s'opèrent dans la manière dont nous mettons en place un système alimentaire durable. Le travail des décideurs devrait être de soutenir ceux qui ne se contentent pas d'en parler, mais qui réalisent les changements promis, et de diffuser leurs bonnes idées aussi largement que possible.

La question reste de savoir si la proposition actuelle de la PAC sera suffisamment solide pour apporter un réel changement. Même si la Commission l'a certainement préparée avec les meilleures intentions, elle ne sera probablement pas en mesure de relever les défis liés au climat, à la biodiversité et à l'environnement en général. En se concentrant sur l'aide aux revenus (même si d'autres conditions s'appliquent), la proposition actuelle maintient le statu quo plutôt que de donner l'impulsion nécessaire à un changement systémique. Si nous voulons atteindre les Objectifs de développement durable des Nations unies d'ici 2030 et mettre un terme au réchauffement de la planète, nous devons certainement être conscients qu'il s'agit de la dernière proposition financière susceptible d'affecter de manière réaliste les résultats liés à l'agriculture européenne. Il ne fait aucun doute que l'appétit et la volonté de changement augmentent dans le monde entier. En effet, nous sommes de plus en plus nombreux à demander un changement systémique pour nous éloigner des modèles économiques, sociaux et environnementaux qui n'ont pas su répondre aux exigences scientifiques et sociales. En outre, nous ne pouvons pas ef-

fectuer ces changements sans de nouveaux partenariats, en allant au-delà de vos « alliés » naturels - ici aussi, le FFA agit conformément à son objectif, avec une nouvelle structure de partenariat qui permet à toutes les parties de développer leurs propres solutions. Il n'y a pas d'autre choix que de changer et de le faire rapidement. C'est pourquoi nous consacrerons le FFA2020 au thème de « l'accélération du changement ». Il nous reste onze ans pour transformer le monde. Onze ans jusqu'à ce que, selon le rapport du GIEC de 2018, nous dépassions inexorablement le réchauffement climatique de 1,5 degré et entrons dans l'ère de la dégradation du climat. Il s'agit là d'un délai très court pour réaliser le changement dont nous avons besoin, aussi tous nos efforts doivent-ils maintenant porter sur l'accélération de tout, d'un seul coup, dès maintenant.

webcast
streaming
video services

Contact:

Emmanuel De Groef
Tel: +32 2 709 10 50
manu.de.groef@telemak.com
www.telemak.com

La santé des sols, un enjeu central pour une Europe plus verte

Les organismes du sol contribuent à une large gamme de services écosystémiques, essentiels pour soutenir chaque individu et notre planète. La production alimentaire dépend de cette biodiversité « cachée » pour maintenir des sols fertiles. Cependant, une grande partie des organismes et fonctions du sol n'est pas identifiée.

Delphine DUPEUX, ELO

ELO, lors de la Conférence européenne sur la biodiversité de 2019, a abordé les spécificités liées à la gestion des sols et à la biodiversité. Grâce au soutien des députés européens, Franc BOGOVIČ et Alvaro AMARO, la conférence a été un franc succès avec plus de 120 participants.

Alain SCRIBAN, Conseiller Spécial chez ELO a souligné que les gestionnaires fonciers dépendent fortement de la bonne qualité et de la santé de leurs terres. Ils sont des acteurs clés pour parvenir à une gestion durable des ressources naturelles au sein de l'Union européenne. Une meilleure compréhension du rôle joué par la biodiversité (du sol) et les écosystèmes mondiaux est nécessaire. D'autant plus que nous savons maintenant que le changement climatique aura un impact sur les performances de multiples fonctions écosystémiques et de leurs services. Avec la nouvelle ambition stratégique environ-

nementale de la Commission européenne, nous devons analyser les relations très complexes entre la biodiversité des sols et l'agriculture.

La déclaration prononcée par Anne BURRILL au nom de Joanna DRAKE, Directrice Générale adjointe, de la Direction Générale pour l'Environnement à la Commission européenne, partage la même vision. Elle évoque la nécessité d'agir maintenant et en partenariat pour garantir une biodiversité saine au-dessus et en-dessous du sol afin de réaliser un avenir durable. Elle a expliqué que le Pacte vert pour l'Europe vise à protéger et à restaurer la nature, à mieux intégrer les objectifs de biodiversité dans les politiques sectorielles et à permettre un changement en améliorant la gouvernance.

Le conférencier principal, le professeur Gerard GOVERS de l'Université de Louvain souligne que la vie souterraine ne reçoit pas assez d'attention par rapport à la surface. Il explique la façon dont la biodiversité interconnectée est au-dessus et au-dessous du sol, car les activités en surface ont des conséquences directes sur ce qui se passe en dessous. Tout en reconnaissant que les méthodes d'agriculture biologique sont meilleures pour la biodiversité que les techniques intensives et de monoculture, il a fait valoir que le débat devrait également être discuté à l'échelle du paysage dans son ensemble.

Galina PEYCHEVA-MITEVA, agricultrice en Bulgarie et Christine MUELLER de la Direction Générale Climat de la Commission européenne ont abordé le rôle crucial du sol dans la séquestration du carbone et dans la lutte contre le changement climatique. Le « Carbon farming » (modèle d'agriculture à faible intensité de carbone) avec les incitations financières appropriées et intégrée dans la PAC est essentielle pour atteindre le Cadre d'action en matière de climat et d'énergie d'ici à 2030. La gestion des sols, lorsqu'elle est correctement effectuée, constitue une solution pour répondre à ces préoccupations générales. Minimiser la perturbation du sol et la rotation des cultures peut donner des résultats stables sans compromettre la viabilité économique de l'exploitation.

Les panels suivants ont soulevé les ques-

tions liées à l'agenda politique européen sur la stratégie pour la biodiversité et les nouveaux objectifs ambitieux possibles avec le Pacte vert pour l'Europe.

Celia NYSENS de l'EEB et Andrea VETTORI de la Direction Générale de l'Environnement ont tous deux souligné l'importance de la nouvelle stratégie « De la ferme à la table » pour une alimentation durable en tant que moyen de repenser la façon dont nous produisons des aliments. Des services agricoles et des conseils bien financés devraient jouer un rôle important dans la réalisation des objectifs. A. VETTORI a insisté sur la nécessité de soutenir également le plan de restauration des écosystèmes pour atténuer les effets du changement climatique. Ronald VARGAS, Secrétaire de la FAO du Partenariat mondial sur les sols, a déploré que peu ait été investi dans la santé des sols. La qualité est un critère important et nous devons trouver le bon équilibre. Il a expliqué qu'il est difficile de commenter l'état de la biodiversité dans le sol quand il y a peu de données. Nous ne connaissons qu'environ 2,5% du nombre d'organismes présents dans le sol, et encore moins sur le rôle qu'ils jouent dans le sol lui-même.

Pour finir, Koen VAN KEER pour Yara, a fait la promotion de techniques agricoles innovantes et durables qui protègent également l'environnement et favorisent le développement économique durable. De nouvelles pratiques et technologies, telles que les biostimulants, ont été présentées. Maaïke PERNELL a souligné leur rôle croissant dans la « boîte à outils » des techniques agricoles disponibles pour les agriculteurs, les propriétaires fonciers et les gestionnaires des terres.

Alvaro AMARO a conclu par une note positive expliquant qu'il s'assurera, en tant que membre de la Commission de l'agriculture au Parlement européen, que la prochaine PAC, quelle que soit sa forme finale, aura un impact positif sur la façon dont notre continent cultive et prend soin de nos écosystèmes et « espaces verts ». D'une manière générale, il favorisera les synergies entre la sphère politique et les acteurs privés, qui peuvent avoir le mérite d'impliquer de plus en plus de nouveaux acteurs dans l'écologisation de nos espaces ruraux.

AGRILAND

Exploitant et/ou coordinateur
d'exploitations agricoles

Belgique
support@agriland.be
☎ +32 (0)10 23 29 00

France
damien.deriberolles@agrilandfrance.fr
☎ +33 (0)6 50 98 17 13

www.agriland.be

Le domaine de Valbelviso remporte le prix Belleuropa

José M^a GÓMEZ-ACEBO ROSAS, ELO



Alain SCRIBAN, Franc BOGOVIĆ, Giampiero PESENTI, Piero MANZONI, José M^a GÓMEZ-ACEBO ROSAS

Chaque année, le prix Belleuropa honore un membre du label « Wildlife Estates » pour le travail exceptionnel qu'il a entrepris en vue de maintenir, protéger et améliorer la biodiversité de son territoire. Le lauréat 2019 est Valbelviso (Italie), qui occupe un territoire alpin bien conservé, avec des forêts, des pâturages, des prairies et des zones ouvertes de haute altitude avec un

réseau d'eau dense, des zones rocheuses et des glaciers.

L'ensemble de l'environnement est constitué d'habitats naturels sans aucun établissement humain. Aucune forme d'agriculture n'y est pratiquée et l'élevage d'animaux domestiques, tels que les bovins et les ovins en liberté de pâturage, typique de la culture locale, est présent en très faibles densités.

Une grande partie du domaine est protégée par le réseau Natura 2000. S'y trouvent de nombreuses espèces précieuses et menacées, tant de la flore que de la faune, grâce aux précieux habitats naturels. Les activités de chasse, concentrées sur quelques mois chaque année, sont menées avec un engagement fort pour réduire les perturbations et l'impact sur toutes les espèces présentes dans la zone. La direction collabore avec les parcs et les universités pour la conservation, les études scientifiques et les programmes de gestion. Le prix a été remis au propriétaire du domaine, Giampiero PESENTI, par Piero MANZONI, représentant de l'association Néorurale.

La cérémonie de Belleuropa a eu lieu au Parlement européen le 10 décembre dernier en guise de grande finale de la Conférence européenne sur la biodiversité, qui a débattu de la manière dont les politiques environnementales de l'Union européenne affectent ses utilisateurs.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site : www.wildlife-estates.eu

INVITATION

Organized by Rosa Belgica for
the **World Federation of Rose Societies**

5 days of conferences, exclusive visits
to rose producers, rose gardens
and social events.

Possibility to register for **1 day**

Register on the website until
May 31, 2020

More info on
www.rosabelgica2020.com
or at rosabelgica2020@gmail.com



The 15th International Heritage Rose Conference

June 8-12, 2020
Brussels, Belgium

ELO organise la visite du Secrétaire d'Etat américain à l'Agriculture dans une ferme des Bleu-Blanc en Wallonie

Le 26 janvier restera dans les mémoires des habitants de Fooz et surtout d'Eric COHEUR et de sa famille qui ont reçu la visite du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, Sonny PERDUE, accompagné des ministres fédéral et wallon, Denis DUCARME et Willy BORSUS, et de l'Ambassadeur des Etats-Unis en Belgique, Ronald GIDWITZ, dans leur ferme des Blanc-Bleu belge.

Delphine DUPEUX, ELO

ELO a co-organisé cette visite de ferme ainsi qu'une table ronde avec le ministère américain de l'agriculture (USDA) la veille de la réunion de Sonny PERDUE avec les responsables de la nouvelle Commission européenne à Bruxelles, poursuite de sa visite sur le vieux continent : aux Pays-Bas et en Italie.

Pendant une heure, l'agriculteur wallon a montré sa ferme à la délégation et a expliqué le travail effectué avec la race bovine. Le secrétaire d'Etat a informé le groupe qu'il avait lui-même grandi dans une ferme et qu'il avait été impressionné par les installations de la petite exploitation et sa gestion. Ce fut également l'occasion d'interroger les ministres de l'Agriculture belge, fédéral et wallon, sur l'avenir du secteur. Eric COHEUR a déclaré que si les bonnes décisions ne sont pas prises très rapidement, l'élevage wallon va disparaître. En effet, ces dernières années, le prix payé par le consommateur a légèrement augmenté alors que le prix payé au producteur a fortement baissé.

Lors d'une réunion à huis clos, plusieurs agriculteurs et experts ont été invités à une table ronde pour débattre avec le secrétaire d'Etat des opportunités et des contraintes de l'agriculture familiale du XXI^{ème} siècle en Belgique et dans l'Union européenne.

ELO, par l'intermédiaire de son directeur scientifique Jurgen TACK, a évoqué sa relation avec le « Transatlantic Policy Network » dont elle est membre, et a présenté le « Fo-



rum pour le Futur de l'Agriculture (FFA) » en confirmant la présence de Ted MCKINNEY, sous-secrétaire américain au commerce et aux affaires agricoles étrangères parmi ses orateurs. Il a expliqué que les objectifs d'ELO sont basés sur les trois piliers de la durabilité, à savoir l'environnement, le social et l'économie. Il nous a rappelé que sans rentabilité, il est très difficile de demander aux agriculteurs de fournir des avantages sociaux et environnementaux. Remarque particulièrement pertinente si l'on considère les commentaires d'Alexander DEGIANSKI (agriculteur roumain) qui a souligné les différences entre les petites et les grandes exploitations et leur capacité à rester compétitives. Dik KRUIJTHO (agriculteur néerlandais) a mentionné l'initiative qu'il a prise avec huit de ses collègues agriculteurs pour former une coopérative dans laquelle la terre, les machines et les connaissances sont partagées. Il a également plaidé pour

que le secteur financier soutienne mieux le secteur agricole avec des « prêts à remboursement immédiat » pour l'acquisition de terres agricoles.

Le secrétaire d'Etat à l'Agriculture, Sonny PERDUE, a déclaré qu'il y avait plus de similitudes que de différences entre les agricultures américaine et européenne. Il préconise donc de renforcer les échanges entre les deux continents, d'apprendre l'un de l'autre et d'augmenter ainsi la production agricole nécessaire pour approvisionner le monde. Christoph BÜREN, ancien président d'ELO et actuel président de VIVESCIA, a reconnu cet aspect en confirmant que les États-Unis et l'UE sont le meilleur endroit pour répondre à la demande croissante de nourriture au niveau mondial.

Michael zu SALM-SALM a exprimé l'importance de la transmission à la prochaine génération puisque sa ferme a 800 ans. Il a déclaré que les États-Unis sont aujourd'hui le principal partenaire commercial de l'UE et s'est enquis de la situation commerciale des États-Unis. Sonny PERDUE a reconnu que l'agriculture familiale est essentielle pour assurer la pérennité du secteur. Il a souligné le déficit commercial actuel de 10 milliards de dollars. L'UE exporte des produits alimentaires haut de gamme tandis que les États-Unis exportent principalement des produits agricoles de base. Les États-Unis souhaitent que le commerce augmente pour les produits agricoles ou qu'il soit compensé par l'exportation d'autres produits. Il a également plaidé en faveur d'une agriculture à orientation scientifique. Remettons la science au centre ! Il a plaidé pour réduire le handicap technologique que l'Europe construit à partir de ses politiques spécifiques sur les OGM, la santé, le bien-être des animaux, la biodiversité et pour opter résolument pour des conditions de concurrence équitables avec les États-Unis.

Let's increase our food supply
without
reducing theirs

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com

the
good
growth
plan

syngenta

Trois questions à Sonny PERDUE, secrétaire d'État américain

CountrySide Magazine (CSM) : Quelle est la contribution des exploitations familiales dans l'agriculture américaine ? Quel pourcentage représentent-elles par rapport à l'agriculture totale ?

Sonny PERDUE : Les exploitations agricoles familiales sont la colonne vertébrale de l'agriculture américaine et contribuent de manière substantielle à la productivité économique de l'Amérique en produisant un approvisionnement alimentaire sûr et abordable et en soutenant des emplois de qualité dans les zones rurales américaines. Plus de 95 % des exploitations agricoles américaines sont des exploitations familiales.

CSM : La façon dont nous pratiquons l'agriculture a un impact sur l'environnement et l'UE choisit de protéger certaines zones par le biais de son réseau Natura 2000. Lorsque des terres agricoles sont désignées comme zones protégées, l'agriculteur n'est pas indemnisé pour la perte de la productivité. Aux États-Unis, le système de servitude semble être largement appliqué. Comment est-il perçu par les agriculteurs américains ?

Sonny PERDUE : Les agriculteurs et les éleveurs américains sont d'excellents in-



tendants de la terre, et de nombreuses familles travaillent leur terre depuis des générations. Le gouvernement américain prévoit des moyens volontaires de conservation des terres agricoles. Notre système, tout en étant axé sur la conservation, est conçu pour permettre aux agriculteurs de faire ce qui est le mieux pour leurs terres et leurs exploitations. Le programme de servitude de conservation agricole est l'un des nombreux programmes de conservation fondés sur le volontariat visant à aider les agriculteurs et les éleveurs à préserver leurs terres agricoles et à restaurer, protéger et améliorer les zones humides sur les terres éligibles.

CSM : Si l'on tient compte des différences entre les exploitations agricoles des États-Unis et de l'UE, les contraintes sont relativement plus élevées dans l'UE. Considé-

rez-vous qu'il s'agisse d'un obstacle à un libre-échange équitable sans intervention au niveau gouvernemental ?

Sonny PERDUE : Bien que les États-Unis et l'Union européenne aient des points de vue différents sur la manière d'intervenir au nom de leurs consommateurs et de leurs agriculteurs, les deux parties peuvent tirer profit d'un commerce libre et équitable, notamment en ce qui concerne l'agriculture. L'UE a une population plus importante que les États-Unis et les deux tiers de ses terres sont des terres arables. Nous voyons donc une énorme opportunité d'exporter les produits américains de haute qualité que le consommateur européen désire. Les barrières non tarifaires, cependant, rendent difficile pour les deux parties de bénéficier d'un commerce équitable. Les barrières non tarifaires peuvent réduire les possibilités de marché pour les exportations américaines et conférer des avantages concurrentiels déloyaux aux produits de l'UE. Nous cherchons à éliminer ou à réduire les barrières non tarifaires qui diminuent les possibilités d'exportation des États-Unis et confèrent un avantage concurrentiel aux produits de l'UE, afin de ne plus laisser sur la table des milliards de dollars d'échanges potentiels.

« Building Alliances » était la devise du CIC lors de sa participation à la convention « Heritage » du Dallas Safari Club de cette année à Dallas, aux États-Unis.

Equipe CIC



Pendant des décennies, la convention annuelle du « Dallas Safari Club », qui s'est tenue du 9 au 12 janvier dernier au Kay Bailey Hutchison Convention Center à Dallas, aux États-Unis, a non seulement établi la norme pour les amateurs de sport du monde entier, mais a également organisé des séminaires couvrant tous les domaines, de la médecine de terrain et de la génétique des cerfs aux efforts de lutte contre le braconnage en Afrique et dans le monde.

Le CIC (Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier) était représenté par George AMAN, président du CIC, et Tamás MARGHESCU, directeur général du CIC. Le CIC a une relation de travail étroite avec le DSC, et la présence du CIC à la Convention a encore renforcé ses objectifs : représenter les chasseurs du monde entier et construire des alliances, l'une des principales priorités de l'organisation. George AMAN a été invité à prendre la parole lors de la réception de la « Congressio-

nal Sportsmen Foundation », organisée dans le cadre de la convention du DSC, où il a exprimé sa gratitude au Dallas Safari Club pour avoir fourni au CIC une plate-forme à la convention pour établir un réseau avec la circonscription américaine. L'une des contraintes les plus importantes de la communauté des chasseurs est l'incapacité de mettre à disposition les ressources financières nécessaires pour intensifier la communication des chasseurs avec le public. Il a souligné dans ce contexte l'initiative «1 euro par chasseur» (red. chaque chasseur contribue un euro à la campagne) du CIC, qui a été lancée l'année dernière. Les menaces qui pèsent sur la chasse sont de nature globale. Le Président a souligné que la communication et la coopération internationale sont les clés du succès dans la bataille que les chasseurs doivent mener aujourd'hui.

Pour plus d'informations veuillez consulter : www.cic-wildlife.org

Agenda

17 mars, Bruxelles

Cérémonie de remise du prix de l'Arbre européen de l'année 2020, sous les auspices des eurodéputés Ludek NIEDERMAYER et Michal WIEZIK
www.treeoftheyear.org

26 mars, Bruxelles

6ème Congrès européen des jeunes agriculteurs
<https://euyoungfarmers.eu>

FFA 30 mars - 1 avril, Bruxelles

3 jours autour du FFA
www.forumforagriculture.com

16 avril, Bruxelles

Conférence finale du projet FARMID, sous les auspices de l'eurodéputé Franc BOGOVIĆ
www.farmid.bc-naklo.si

FFA 15 juin, Berlin

FFA régional
www.forumforagriculture.com

16 juin, Berlin

Assemblée générale d'ELO
www.elo.org

UNISECO - Centre de connaissances agro-écologiques



Daniel MONTELEONE, ELO

Du 12 au 15 novembre dernier, UNISECO a tenu son assemblée générale à Bâle, en Suisse. Les objectifs de la réunion étaient d'examiner les progrès réalisés par le projet au cours de sa première année ainsi que de préparer les activités à venir, y compris un examen de l'engagement multi-acteurs, des activités de diffusion, des objectifs et des outils du Centre de connaissances agro-écologiques.

Au cours de la réunion, les « Champions » des parties prenantes ont été invités à participer à des ateliers avec le consortium, où ils ont entendu des présentations de la FAO, commenté des études de cas et la meilleure façon d'atteindre les publics cibles, ainsi que de réaliser le Centre de connaissances UNISECO.

Le deuxième jour ont eu lieu des discussions de groupe sur les principales questions de durabilité des systèmes agricoles étudiés, les principaux obstacles et les questions de gouvernance pour la promotion de l'agriculture agro-écologique, y compris les systèmes de cultures



pérennes, de cultures arables et d'élevage. Il y a également eu une visite de l'une des plus grandes fermes de jeunes pousses en Suisse. Les partenaires ont pu explorer l'usine et voir une production de légumes respectueuse de l'environnement. En outre, une visite de l'extérieur de la ferme a montré comment les agriculteurs ont commencé à diversifier leurs cultures.

La troisième journée a consisté en un

atelier d'élaboration de scénarios et en des discussions sur les études de cas, tandis que la dernière journée a permis de conclure et de planifier la prochaine réunion. Pour examiner les études de cas, en savoir plus sur l'agro-écologie, établir un réseau avec des experts ou simplement découvrir le projet, veuillez consulter notre site web à uniseco-project.eu

@ProjectUniseco
 uniseco-project



This project has received funding from the European Union's research and innovation programme under grant agreement No 773901



AGFOSY – développer les pratiques agroforestières



Daniel MONTELEONE, ELO

Les 7 et 8 novembre dernier, l'AGFOSY a tenu sa troisième réunion générale de projet à Zvolen, en Slovaquie. Chaque partenaire du projet a présenté des études de cas de sa région respective, ELO ayant plusieurs études de cas des régions flamande et wallonne. Ces études de cas contribueront à fournir un historique de l'agroforesterie dans leurs pays respectifs, comment elle a été développée et où se situe son avenir. Cela permettra ensuite de former des modules de formation et des vidéos qui seront accessibles aux agriculteurs et aux propriétaires terriens de toute l'Europe qui souhaitent développer des pratiques agroforestières sur leurs terres, ce sur quoi ELO a déjà fait de grands progrès. La réunion a également comporté des visites de plusieurs exploitations agricoles qui participent à l'agroforesterie.

Ensuite, les partenaires du projet ont discuté des prochains résultats intellectuels, notamment des brochures éducatives et des formations qui aideront les personnes intéressées à démarrer l'agroforesterie sur leurs propres propriétés. De nombreuses pratiques, stratégies et systèmes y seront inclus.

La deuxième journée a consisté en de multiples visites sur le terrain, dont une ferme d'élevage biologique à Turova, un pâturage de bois de Gavurky et des pâturages de genévrier sur Kráľová. Ces

trois lieux différents ont permis de présenter quelques-unes des différentes méthodes agroforestières utilisées dans toute la Slovaquie.

La prochaine réunion se tiendra en mai 2020 à Sopron, en Hongrie.

@AGFOSY_ERASMUS

@Agfosy

www.agroforestrysystems.eu

Project No: 2018-1CZ-KA202-048153



Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union



Réunion de lancement du projet « Land Mobility »

Daniel MONTELEONE, ELO

Les 10 et 11 décembre dernier, le projet « Land Mobility » a tenu sa réunion de lancement à Dublin, en Irlande. Ce projet vise à fournir un service pour faciliter les arrangements pratiques et est basé sur un programme pilote réussi en Irlande. Les principes fondamentaux du service sont de fournir des informations, d'exposer et d'explorer les options, d'agir comme un courtier honnête, de fournir un service confidentiel facilitant la mobilité des terres et de travailler avec les conseillers professionnels existants des agriculteurs. Il permet essentiellement aux agriculteurs et aux propriétaires fonciers plus âgés qui souhaitent prendre leur retraite de travailler avec de jeunes agriculteurs qui cherchent à rentrer dans le domaine de l'agriculture.

L'objectif de ce service est de faciliter les accords de collaboration adaptés à toute situation spécifique. Ces accords peuvent être aussi simples ou complexes que souhaité. Ils doivent pouvoir fonctionner pour toutes les parties concernées et peuvent être conclus au sein ou en dehors de la famille ou une combinaison des deux. Dans de nombreux cas, il est prévu que les arrangements évoluent au fil du temps, pour aider à développer des exploitations agricoles dynamiques, progressives et rentables. L'élément « courtier honnête » est particulièrement important dans la mesure où toutes les parties seront pleinement respectées, et notamment les droits du propriétaire foncier. À mesure que ce programme se développera dans l'UE, il sera utile aux membres de l'ELO qui souhaitent prendre leur retraite et aider les nouvelles générations d'agriculteurs.

Les partenaires se sont rencontrés en personne pour la première fois, se sont présentés et ont présenté l'ordre du jour et les objectifs de la réunion. La convention de subvention et les accords de partenariat ont été convenus et le calendrier, les étapes et les résultats des projets ont été expliqués.

Le deuxième jour a été consacré aux rôles et responsabilités et à la stratégie de communication. La réunion s'est terminée par des présentations de Michael CREED, Ministre de l'agriculture, de l'alimentation et de la mer, et d'Austin FINN, responsable de ce projet. Le projet s'étendra sur deux ans.

 @Landmobility

 Land Mobility

 <http://land-mobility.eu/>



Nouveau projet Erasmus+ FARCURA (Favoriser l'inclusion par l'agriculture sociale)

Juliette OLIVIER, ELO

Ce projet de 2 ans sera mis en œuvre en Irlande, en Slovaquie, en Allemagne, au Portugal et en Belgique. Il vise à doter les parties prenantes des connaissances, des compétences et des aptitudes nécessaires pour développer et améliorer l'agriculture sociale. Pour cela, le projet identifiera des modèles innovants d'agriculture sociale, permettant ainsi de partager l'information avec les agriculteurs par le biais d'un cours de formation.

La réunion de lancement a eu lieu début janvier à Thurles, en Irlande, et a été organisée par l'Institut de technologie de Limerick. Les partenaires du projet ont discuté du rapport sur les modèles innovants de pointe de l'agriculture sociale en Europe. Le deuxième jour, le consortium du projet s'est rendu sur le site de la « Doon Social Farm » qui vise à combiner des stages d'agriculture sociale avec un programme de formation horticole. Il s'adresse aux jeunes qui ont quitté l'école prématurément et aux personnes qui n'ont ni emploi ni formation.

 @FARCURA_ERASMUS

 @Farcura



Project No: 2019-1-IE01-KA202-051446



Pourquoi le patrimoine bâti peut aider à sauver le monde

Les bâtiments modernes sont composés de milliers de matériaux différents, les rendant difficiles à rénover. L'auteur de l'article, chef de projet au 'Historic Houses Denmark', suggère de s'inspirer de notre patrimoine bâti et d'allouer des ressources de la production de matériaux et de bâtiments à l'entretien, la réparation et la rénovation.



Johan WESTH HAGE, chef de projet, Historic Houses Denmark



Nous nous éveillons à une nouvelle réalité, celle de ressources limitées et d'un programme global de réduction des émissions de CO₂. Ce que nous produisons doit être moins cher à réparer, entretenir, améliorer, transformer ou réutiliser qu'à remplacer. C'est une logique radicalement différente de la façon dont le marché fonctionne aujourd'hui, et qui nécessite un état d'esprit différent.

La construction et l'utilisation des bâtiments représentent environ 40 % des émissions mondiales de CO₂. La moitié provient de la fabrication des matériaux, des processus de construction et de l'entretien. Cela signifie que nous devons nous efforcer de préserver ce que nous avons et de construire beaucoup moins. Et construire des maisons qui durent. Nous avons besoin de maisons où le remplacement de grandes quantités de matériaux n'est pas nécessaire et où seulement un entretien régulier l'est.

Voir l'entretien comme une qualité, non comme un défaut

À bien des égards, nous nous sommes habitués à considérer l'entretien comme

un problème. Devoir réparer ou entretenir est un fardeau, car notre temps est limité et la main-d'œuvre coûteuse. Nous nous retrouvons donc dans des situations où il est moins onéreux et plus facile de se débarrasser d'un produit que de le réparer, ne faisant que répercuter les coûts sur l'environnement.

La nécessité de conserver et d'entretenir les choses n'est pas un défaut. C'est une qualité indépendante qui augmente la durée de vie du produit. Le fait qu'une chose soit « sans entretien » signifie simplement qu'elle ne peut pas être entretenue, qu'elle est seulement remplacée et qu'elle n'est pas durable - y compris les fenêtres en plastique et la plupart des revêtements de plaques et des matériaux composites que nous utilisons aujourd'hui.

Les maisons historiques sont construites avec moins de matériaux

Nous pouvons apprendre beaucoup de choses des maisons historiques qui sont debout depuis des centaines d'années, avec toute la patine et les imperfections résultant des matériaux qui réagissent au vieillissement et reflètent les différentes

méthodes d'entretien au fil du temps.

Les bâtiments plus récents sont constitués de centaines ou de milliers de matériaux différents, souvent inséparables, aux propriétés environnementales douteuses et sans antécédents de durabilité ou d'entretien. Les maisons datant d'avant 1950, ne sont composées que de quelques matériaux - bois, brique, chaux, fer forgé, etc. ; des matériaux durables, sains et non toxiques, mais qui, dans une plus ou moins large mesure, nécessitent un entretien régulier.

Nous devons exiger que les nouveaux matériaux aient des propriétés similaires, qu'ils puissent être remplacés et entretenus et qu'ils soient sains et durables. Nous devons créer des structures économiques qui favorisent une construction flexible, réutilisable et durable, et qui permettent l'entretien continu nécessaire lors du travail du bois ou des briques.

Les emplois de rénovation ne peuvent pas être envoyés en Chine

La rénovation créera de nombreux emplois durables pour les consultants, les artisans et les fabricants : des emplois attrayants et difficiles à délocaliser. Mais cela nous oblige à abandonner notre quête éternelle et la célébration de toutes les choses nouvelles et à considérer l'entretien comme une qualité.

Bien que nous ne puissions pas nous contenter d'imiter le passé dans le domaine de la construction, nous pouvons apprendre beaucoup de nos maisons historiques. Nous pouvons récolter de nombreux avantages en regardant notre patrimoine bâti sans revenir à une époque révolue ou en copiant avec zèle les bâtiments historiques ou les procédés de construction. L'investissement dans l'automatisation et la rationalisation peut contribuer à alléger la lourde tâche que représente l'entretien de nos bâtiments si nous prenons en compte ces processus dès le départ.



European Historic Houses Association



@EHHA2016#EuropeForCulture



www.europeanhistorichouses.eu



info@europeanhistorichouses.eu



@europeanhistorichouses

L'agronomie circulaire :

des solutions innovantes pour la gestion du carbone et des nutriments

Le projet d'agronomie circulaire, financé dans le cadre du programme européen Horizon 2020, se déroule entre 2018 et 2022. Il vise à fournir un ensemble de solutions pratiques pour améliorer la gestion actuelle du carbone (C), de l'azote (N), du phosphore (P) et du potassium (K) en analysant différentes pratiques agricoles, d'élevage et de transformation des aliments. La Fondation RISE fait partie d'un consortium de 19 partenaires issus du monde universitaire, de l'industrie et d'autres orga

Veneta PANEVA, Fondation RISE



Le défi et les objectifs du projet

Une bonne gestion du carbone, de l'azote, du phosphore et du potassium dans l'agriculture est cruciale pour maintenir un sol fertile et sain et permettre une croissance et un développement adéquats des plantes. Toutefois, les fuites importantes dues à la manière dont les nutriments sont utilisés dans l'UE entraînent des coûts sanitaires et environnementaux importants. C'est la raison pour laquelle le projet est axé sur :

- faire de l'agriculture européenne la partie intégrante d'une économie circulaire ;
- accroître l'efficacité des ressources ;
- relever les défis environnementaux tels que les émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniaque et l'eutrophisation des masses d'eau.

Dans l'ensemble, le projet vise à permettre une transition vers des économies intelligentes, durables, résilientes et inclusives qui s'inscrivent dans des sociétés circulaires et sans gaspillage.

L'approche du projet envers l'économie circulaire

Pour atteindre ses objectifs, le projet testera un large éventail de mesures à travers six études de cas au niveau régional et territorial, représentant une variété de scénarios biogéographiques et de défis environnementaux typiques du secteur agricole de l'UE.

Les flux, les stocks et les émissions d'azote et de phosphore dans les milieux de l'agriculture, de l'élevage et de la transformation alimentaire sont en cours d'évaluation :

- **La Catalogne, en Espagne**, où l'on produit de l'engrais organique pour réduire les émissions de GES et de NH₃ grâce à la technologie du séchage solaire et à l'alimentation de précision dans une ferme laitière. En outre, le projet valorisera le fumier de porc pour la production d'en-



Prélèvement des échantillons de sol à Lungau, en Autriche

grais organiques et de bioénergie, et évaluera les changements dans les accumulations de carbone organique et de phosphore dans les sols.

- **Brandebourg, Allemagne**, où l'utilisation d'engrais organiques et l'efficacité nutritive du blé sont améliorées par des technologies d'application, la dégradation sous vide et la sélection de génotypes.
- **Lungau, en Autriche**, où les cycles des nutriments dans les exploitations laitières sont fermés, de nouvelles stratégies d'alimentation sont élaborées et les émissions gazeuses sont mesurées. Pour ce faire on procède à l'échantillonnage et à l'évaluation des sols, du fourrage et du fumier dans les exploitations participant au projet, ainsi qu'à une analyse du cycle de vie (ECV) pour chaque exploitation.
- **Emilia-Romagna, Italie**, où l'efficacité de l'utilisation des nutriments est accrue et où les émissions de GES et de NH₃ sont

réduites grâce à un digestat microfiltré pour l'irrigation au goutte-à-goutte souterraine et l'agriculture de conservation. L'agriculture de conservation et les cultures de couverture, le traitement du digestat (microfiltration) sont soumis à l'irrigation fertilisante au goutte-à-goutte.

- **Gelderland, Pays-Bas**, où l'on parvient à fermer davantage les cycles de l'azote et du phosphore dans les prairies gérées de manière intensive en utilisant de nouveaux engrais et une biodiversité de surface et souterraine, ainsi qu'en étudiant la relation entre les vers de terre et la disponibilité du phosphore dans la croissance des plantes.
- **Moravie du Sud, en Tchéquie**, où la teneur en carbone des sols est améliorée grâce à la récupération de composants riches en carbone provenant de la production alimentaire.

Tenez-vous au courant et suivez l'Agronomie circulaire en ligne



Rendez-vous sur le site : www.circularagronomics.eu



Inscrivez-vous à la newsletter du projet bit.ly/CircAgNews



Suivez-nous sur Twitter @CircularAgro



Circular Agronomics receives funding from the European Union's Horizon 2020 Framework Programme for Research and Innovation under Grant Agreement no. 773649.



CountrySide

is a publication of the ELO
in English and French

5 Euros

Publisher :
Thierry de l'Escaille
Chief editor :
Emmanuelle Mikosz
Text editor :
Sophy Smits van Oyen-Maltzoff

Communication & proof readers:
Jehanne de Dorlodot - Verhaegen
Gabrielle Cubillo, Robert de Graeff

Back office:
Gabriela Pena, Alberto Hermosel

Rue de Trèves, 67
B - 1040 Bruxelles
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09
countryside@elo.org
Internet Site : www.elo.org



Where agriculture & environment meet for an open dialogue

TUESDAY, MARCH 31, 2020
Square, Brussels



The Forum for the Future of Agriculture (FFA) is the premiere meeting place each year in Brussels to debate sustainable agriculture and environmental challenges.

FFA2020 will focus on accelerating change; not through abstract reports but in a real, substantive evolution that is visible on every farm, in every business, in every life.

Join our Chairman Janez Potočnik and the first confirmed speakers to discuss **ACCELERATING CHANGE**



Teresa Dent
Chief Executive, Game & Wildlife Conservation Trust



Hindou Oumarou Ibrahim
Environmental Activist, Co-Director of the World Indigenous Peoples' Initiative



Agnes Kalibata
President, AGRA, Alliance for a Green Revolution in Africa



Carlos Manuel Rodriguez Echandi
Minister for Environment and Energy, Republic of Costa Rica



Ted McKinney
Under Secretary for Trade and Foreign Agricultural Affairs, United States Department of Agriculture



Terry Tamminen
President and Founder, Seventh Generation Advisors



David Nabarro
Strategic Director, 4SD



Jeanette Wong
Co-founder, The Clean Kilo

Register and check the full program and latest speakers on www.forumforagriculture.com

In partnership with

